

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26****EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 1^{ER} JUIN 2023
D22062023/89**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires : Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRUJOLET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS

ETAIENT REPRESENTES :
Patrick MEIFFREN donne pouvoir à Catherine ROBINEAU
Stéphane MARGALEF donne pouvoir à Jean-Marc SIGNORET
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Adrien DEBEVER donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Xavier PINTAT

ETAIENT ABSENTS : Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Christian BOURNIGAL, Jean-Yves MAS, Valérie DA COSTA OLIVERA, Jacques BIDLUN, Christine GRASS

Membres suppléants remplaçant un membre titulaire :

Membres suppléants : Bernard VILLENEUVE

SECRETAIRE DE SEANCE : Marie-Dominique DUBOURG

Objet : : **GEMAPI : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CADRE DU PAPI DE L'ESTUAIRE DE LA GIRONDE – AUTORISATION DU PRESIDENT A SOLLICITER LES DEMANDES DE FINANCEMENT**

Rapporteur : Jean-Luc PIQUEMAL, 3^e Vice-Président

Vote : : **UNANIMITE**

Conformément à la délibération du 10 novembre 2022 (D10112022/139) autorisant le Président à signer l'avenant n°1 de la convention cadre du Plan d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) de l'Estuaire de la Gironde, la Communauté de Communes Médoc Atlantique a fléchi 4 actions sur la période 2022-2025 bénéficiant d'un accompagnement financier à hauteur de 50% au titre des « Fonds Barnier ».

Les 4 actions fléchées sont les suivantes :

- **AXE 1 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE :**
 - Action 1.12 : Communication, sensibilisation, et animation sur le thème des risques d'inondation (budget prévisionnel : 30 000 € TTC),
 - Action 1.13 : Etude de recensement et analyse des structures d'accueil publiques sécurisées (budget prévisionnel : 15 000 € TTC).
- **AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES :**
 - Action 7.18 : Etudes préalables à la réalisation des travaux de remise en état du système d'endiguement du Bas-Médoc (budget prévisionnel : 300 000 € TTC),
 - Action 7.19 : Etude d'opportunités pour la reconnaissance du système d'endiguement du marais du Conseiller (budget prévisionnel : 100 000 € TTC).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de valider les enveloppes financières de ces quatre actions pour un montant maximum de 445 000 € TTC sur la période 2022-2025,
- d'autoriser le Président à solliciter auprès de l'Etat, l'ensemble des subventions correspondantes.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 1^{er} juin 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- DE VALIDER les enveloppes financières de ces quatre actions pour un montant maximum de 445 000 € TTC sur la période 2022-2025,
- D'AUTORISER le Président à solliciter auprès de l'Etat, l'ensemble des subventions correspondantes.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : 32

Vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRÉSENTS

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 JUIN 2023



LE PRÉSIDENT,

Xavier **PINTAT**
Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.